

RÈGLEMENTATION DU TRAVAIL
ET RÉMUNÉRATION DU PERSONNEL
A PARTIR DU 1^{er} JANVIER 1943

DISTRIBUTION		
P I		
EX	MT	VB
1-2-3-4	1-2	1
11 à 14	11 à 49	10 à 13
18	55 - 56	31 à 33
21	64	41 - 43
31	91 à 93	51 - 52
91 à 93		57
		61 - 64
		71 - 75
		86 à 88
		91 - 92

Rectificatifs

I — DURÉE DU TRAVAIL

L'Ordre Général n° 21 du 12 juillet 1941 a porté à la connaissance du personnel la loi du 3 octobre 1940 et l'Arrêté du 16 juin 1941 portant réglementation du travail des agents de la S.N.C.F.

L'article 4 de cet Arrêté dispose notamment que :

« § 1. — La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au-delà des limites fixées par les instructions homologuées dans les conditions suivantes :

« b) Travaux exécutés dans l'intérêt de la sécurité ou de la défense nationale ou d'un service public sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation : limites à fixer dans chaque cas par le Secrétaire d'Etat aux Communications »

« § 4. — La majoration applicable aux heures supplémentaires effectuées par application des dérogations prévues sous le § b) sera fixée par le Secrétaire d'Etat aux Communications »

Par lettre du 24 décembre 1942 et en application des dispositions rappelées ci-dessus, le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications a décidé que :

« A titre temporaire et notamment pour parer à l'insuffisance actuelle des effectifs de la S.N.C.F. provoquée par le recrutement d'agents pour la Deutsche Reichsbahn la durée annuelle du travail fixée à 2.408 heures par l'article 1^{er} de l'Arrêté du 16 juin 1941, pourra être prolongée d'un contingent annuel de 150 h. 30, sans que la durée du travail effectif d'une journée considérée isolément puisse excéder 10 heures.

En conséquence, la réglementation du travail va être, à titre temporaire, modifiée pour tenir compte de cette prolongation qui représente environ 3 heures par semaine.

II — RÉMUNÉRATION

M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications a décidé que la prolongation de la durée du travail ainsi effectuée donnera lieu à l'octroi d'une indemnité égale à 7,8 % des éléments de rémunération entrant en compte dans le calcul des heures supplémentaires et il a été décidé en outre que, pour

tenir compte (indépendamment de l'augmentation de la durée du travail) des sujétions présentes, cette indemnité serait portée à 10,5 % des éléments de rémunération ainsi définis.

En conséquence, à dater du 1^{er} janvier 1943, et à titre temporaire, les taux de l'indemnité spéciale temporaire de l'indemnité de résidence (majorées chacune de la part correspondante de l'indemnité pour supplément de travail) sont portés aux valeurs indiquées dans l'Annexe ci-jointe.

III. — HEURES SUPPLÉMENTAIRES CONCERNANT CERTAINES CATÉGORIES DE PERSONNEL.

Pour les raisons indiquées au § 1. et en application des textes visés dans le même paragraphe, M. le Ministre Secrétaire d'Etat à la Production Industrielle et aux Communications, a décidé en outre que, pour le personnel des Ateliers et entretiens chargés de la réparation du matériel moteur et du matériel roulant, des dépôts (à l'exception du personnel de conduite des machines) et postes de visite ainsi que des ateliers du Service de la Voie, le contingent annuel de 150 h. 30 pourra être majoré de 70 heures, la limite de la durée du travail effectif d'une journée considérée isolément restant également fixée à 10 heures.

Les heures supplémentaires effectuées en application de cette disposition seront majorées. Les taux horaires applicables seront portés à la connaissance de chaque établissement.

L'Avis Général Personnel P IV n° 1 du 20 août 1942 est abrogé.

IV — MESURES D'APPLICATION.

Les modifications à la réglementation du travail et à la rémunération des agents résultant de la décision visée au § I feront l'objet de rectificatifs au Règlement et aux Instructions en vigueur.

Paris, le 28 décembre 1942.

Le Directeur Général,

R. LE BESNERAIS.